

« La liberté de chacun au service de tous »

De quoi sera faite notre éthique demain ? Vaste question. Le philosophe François De Smet pose une série de balises pour comprendre ce que sera d'être au monde.

François De Smet

François De Smet est né en 1977. Il est devenu docteur en philosophie (ULB) après avoir défendu en 2010 une thèse intitulée « Le mythe de la souveraineté - Dialectique de la légitimité, du Corps au contrat social ». François De Smet est l'auteur de plusieurs ouvrages. Le dernier en date s'intitule « Reductio ad hitlerum ». Une théorie du point Godwin (PUF, coll. « Perspectives critiques », 2014).

ENTRETIEN

Parler d'éthique, c'est parler du comportement que chacun observe par rapport au monde et à ceux qui le vivent. Loin d'être figé, ce mouvement perpétuel intègre des paramètres qui s'appellent aujourd'hui *démocratie, nation, liberté* ou *soif de totalité*. Entre les partisans du djihad et ceux d'Eric Zemmour, il y a fatalement une voie médiane que nous aide à comprendre le philosophe François De Smet.

S'il fallait définir à l'aube de 2015 une éthique commune, que diriez-vous ?

Dans l'éthique, il y a une notion de comportement individuel, ce qui la différencie de la morale. L'éthique est quelque chose de ciblé, que l'on construit de manière très personnelle. Comme il n'y a plus de religion ni de philosophie prédominante, chacun fait son shopping en matière métaphysique et morale. Le trait prépondérant postmoderne est peut-être la grande liberté individuelle que l'on entend respecter chez soi-même et chez les autres. Ce qui fonde cette liberté est en revanche moins important, qu'il s'agisse d'une religion, d'une convention ou des droits de l'homme. Je crois que l'éthique, c'est la morale adaptée dans la relation aux autres, dans des comportements acceptables ou non en société. Une sorte de morale personnelle qui comporte une plasticité permettant de s'adapter aux situations.

Voilà pour la généralité, mais y a-t-il une éthique spécifique au Belge moyen ?

Notre éthique fondée sur la liberté individuelle est d'abord occidentale. S'il faut

malgré tout déceler quelque chose de spécifique à la Belgique, on le trouvera peut-être dans le nombre de progrès éthiques qui y ont été enregistrés depuis dix ou quinze ans, voire dans un investissement important dans le projet européen. Peut-être parce que le Belge, contrairement au Français de province, ne subit pas la pression engendrée par la perception que son identité et ses traditions se dissolvent dans l'aventure du futur. Mais pour le Belge, porter en soi le progrès éthique est aussi une sorte de fuite en avant, car il a moins à perdre que les autres.

D'où peut-être une certaine incompréhension par rapport à l'émoi engendré en France par le « mariage pour tous » ?

Tous les observateurs ont été surpris de l'ampleur de l'opposition au « mariage pour tous ». Il y a chez ses opposants quelque chose qui tient de la dilution, de la crainte qu'on lève des barrières constitutives d'une identité. Tout à coup, la famille, l'identité, la reproduction... échapperaient à l'usage établi. Ce n'est pas tant ce mariage qui dérange, mais davantage l'adoption. Il y a un sentiment de perte de contrôle sur ce qu'est l'homme. Soit le monde est devenu de plus en plus chaotique. Soit nous le percevons comme de plus en plus chaotique, car nous avons de plus en plus d'instruments de mesure pour percevoir sa complexité. Dans tous les cas, le chaos extérieur est vu comme une menace. Face à celle-ci, chacun a envie d'investir dans des identités plus simples. Pour le Français, cela peut être la famille traditionnelle. Il n'y a pas de hasard : s'il y a tellement de schémas aujourd'hui qui, en ayant l'air d'offrir des solutions simples (certaines religions extrêmes, l'adhésion à des partis radicaux,...), ont tellement de succès, c'est parce qu'on tente de compenser le chaos de l'extérieur par un réinvestissement dans ce qu'on connaît, dans ce qui donne un sens aux choses.

Cette évolution éthique n'est-elle pas facilitée par une certaine fragilité du politique, une incapacité à apaiser le chaos ? Par exemple, face à la puissance de l'économie capitaliste ?

Oui, d'autant que le politique a du mal à cacher qu'il est de moins en moins

puissant. La modernité par elle-même, c'est l'affaiblissement du politique dans son projet. C'est toute la thèse d'Eric Zemmour extrapolée dans son *Suicide français*. Hannah Arendt identifiait l'autorité, la tradition et la religion comme les trois éléments d'une même pièce. Quand l'une est séparée des deux autres, tout s'effondre. La modernité, c'est tragiquement cela. Arendt en tenait pour preuve que l'autorité avait même disparu dans l'éducation des enfants, alors qu'elle écrivait dans les années 50. Que dirait-elle aujourd'hui ? On est passé d'une souveraineté axée sur l'idée de Dieu ou de la Nature à une souveraineté axée sur le contrat social.

Soit quelque chose de purement conventionnel qui, partant du constat qu'il n'y a peut-être pas de réalité métaphysique autour de nous, aboutit à faire en sorte que la société est comme un accord entre ceux qui la composent. On a dès lors du mal à affronter notre contingence, notamment celle du politique puisque la liberté ne nous suffit pas. Elle a quelque chose d'anxiogène. Le fait que le politique ne soit plus issu du ciel ou d'un monarque, mais soit une perpétuelle réinvention, a quelque chose de perturbant.

D'où la mauvaise réputation que peut avoir la démocratie là où la nation marque des points ?

Nous sommes face à un duo démocratie-nation. La démocratie, c'est de la tuyauterie, du fonctionnement. Faute d'être seamy, elle est fragile. La nation participe en revanche, comme les religions, de la nécessité, du projet, de la promesse insouviée. J'ai l'impression que tout ce qui vous propose de la totalité est beaucoup plus engageant, donne du sens. Je peux comprendre que pour des jeunes, passer par des engagements - nationaux, djihadistes ou d'extrême gauche, peu importe - donne une signification au monde. La totalité est toujours en tension

avec la démocratie volontiers moquée en raison de sa faiblesse, de son manque de représentativité. Mais, en même temps, c'est sa fragilité qui nous protège et fait en sorte que ce ne sont pas toujours les mêmes qui dirigent. Comme

Churchill le disait, « la démocratie est le pire des systèmes à l'exception de tous les autres ». Et ce n'est déjà pas mal. Si l'on pouvait valoriser cette contingence et dire qu'elle n'est pas un drame, avoir conscience de la tension entre démocratie et nation, entre nécessité et fragilité, ce serait déjà ça.

N'y a-t-il pas là un échec de la sécularisation de la société qui, après avoir voulu se débarrasser de Dieu, n'est pas

toujours capable de donner un sens à la vie, une complétude ?

Le grand projet de la laïcité et des Lumières en général consistait à dire qu'une fois qu'on aurait débarrassé le ciel des étoiles, la liberté de l'Homme et son autocélébration suffiraient. Mais à nouveau, que faire de cette liberté ? Et faut-il pour autant une substitution. La France a trouvé dans la république une sorte d'élevation qui n'est pas liée a priori à la religion, mais qui en prend en partie les attributs. C'est ainsi que dans la France contemporaine, le politique qui veut être complètement conventionnel échoue. La différence entre Sarkozy et Hollande réside dans le fait que personne n'a jamais douté que l'ancien président avait la carrure du job. Alors que chez Hollande, pour reprendre la formule terrible de Michel Houellebecq, on a l'impression qu'il n'y a personne. Sa manière de vouloir être à ce point participatif enlève son autorité. C'est extrêmement angoissant car à nouveau chacun est confronté à sa propre liberté. Ce que la France avait réussi avec la république, mais aussi avec la repersonnalisation du pouvoir entreprise par de Gaulle à travers la Cinquième République, a fait place à une grande déprime. D'où le succès d'un Eric Zemmour qui, aidé par sa notoriété médiatique, flatte un sentiment de perte de contrôle, de manière assez simpliste qui correspond peut-être aux angoisses ressenties par un certain nombre de personnes. ■

Propos recueillis par
PASCAL MARTIN

« On devra redéfinir les limites et les frontières »

Pas d'éthique sans bioéthique en Belgique. L'exercice qui rime et rame a pourtant ses limites. Voici pourquoi.

La Belgique a beaucoup travaillé sur la bioéthique depuis vingt ans. Pourquoi ce choix politique ?

Je dirais que les combats bioéthiques répondent fatalement à une demande, qu'ils représentent énormément pour ceux qui les livrent. Mais il reste qu'on a fait pratiquement le tour des réformes exigées au nom de la liberté individuelle. Et du consentement à cette liberté. Mitterrand, c'est la suppression de la peine de mort. Les années 90 en Belgique évoquent le retrait du roi Baudouin sur l'avortement. Les années Verhofstadt nous ramènent aux lois éthiques. Du reste, peut-être ces der-

nières donnent-elles le sentiment d'une réconciliation entre la politique et les mœurs. Peut-être donnent-elles aussi une impression de sens pour le politique qui y voit un moment clivant. Même s'il ne peut prétendre tout construire à partir de là comme on le voit avec Hollande et le Mariage pour tous.

Vous dites que les réformes bioéthiques répondent à une demande. Mais l'éthique qui devrait accompagner l'économie est elle aussi attendue, comme le démontre le succès rencontré par les thèses de Thomas Piketti. Or là, rien ne bouge ou pratiquement.

Nous avons obtenu la liberté comme on obtient le Graal. Mais la liberté peut aussi consister à ne participer à

rien, à vivre égoïstement. Après l'échec de l'égalité absolue prônée par le communisme, on s'aperçoit que la liberté absolue ne marche pas davantage. Parce qu'elle permet la spéculation par exemple, puisque vous abordez plus spécifiquement le champ de l'économie. Parce qu'elle ne rend pas heureux.

Cette liberté-là est donc fatalement appelée à être redéfinie ?

Le modèle à venir sera une sorte de liberté dans laquelle chacun peut analyser la plus-value qu'il offre dans le groupe. C'est intéressant, car cette démarche correspond à ce qu'est anthropologiquement l'être humain. Comme consommateur, le choix est donné désormais de favoriser tel circuit ou telle filière. C'est-à-dire que chacun peut ré-

introduire une transparence au sens positif du terme, un univers où acheter revient non plus à dépenser pour dépenser, mais à aller jusqu'à choisir, jusqu'à voter. Le fait qu'une marque comme Lego se sépare de Shell n'est pas anodin. Les consommateurs vont, soit par philanthropie soit pour diluer leur propre part de surmoi de culpabilité, avoir envie de favoriser des solutions macro qui vont permettre de ne pas détruire l'environnement ou d'être davantage soudé avec le reste du monde. On va vers des solutions qui vont réconcilier les libertés individuelles avec l'intérêt collectif. Cela passe par la redéfinition des limites et des frontières. ■

Propos recueillis par
P.Ma